

Le débat sur le fonds climat en trois points

VOTATION Décarbonation de la société, investissements en faveur de l'environnement ou encore facture du réchauffement: à l'approche du scrutin, tour d'horizon des chiffres qui structurent la bataille entre initiants et opposants

FANNY SCUDERI, BERNE

Les Vert·e·s et les socialistes veulent consacrer 0,5 à 1% du PIB à un fonds climat, exempté du frein à l'endettement. Objectif: atteindre les engagements climatiques. Si la Suisse y parvient, ce fonds «peut être réduit de manière appropriée», note l'initiative, soumise au vote le 8 mars.

Combien coûtera le changement climatique? Quels investissements sont nécessaires pour réussir la transition? Et la Suisse atteindra-t-elle ses objectifs? L'initiative sur le fonds climat, que les sondages annoncent perdante, relance le débat sur l'avenir de la politique climatique du pays. *Le Temps* fait le point avec une climatologue, une partisane du texte et une opposante.

■ Les objectifs climatiques 2030 incertains

En 2023, la population a décidé que la Suisse devait devenir climatiquement neutre d'ici à 2050. Mais les objectifs 2030 constituent la première échéance: la Confédération s'est engagée à réduire d'ici là ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50% par rapport à leur niveau de 1990. A sept ans du terme, les

émissions ont baissé de 19%, selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), sans compter les compensations carbone achetées à l'étranger.

Pour la climatologue Martine Rebetez, professeure à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut WSL, le constat est clair: «Les chances d'atteindre les objectifs climatiques sont quasi nulles. La Suisse en est incapable sans acheter massivement des compensations carbone à l'étranger.»

Cette observation n'appelle pas aux mêmes mesures selon le bord politique. Pour les partisans de l'initiative, ces chiffres justifient de nouveaux moyens. «On ne peut pas continuer à faire du surplace. Il faut aider la population à s'adapter au changement climatique et à réduire ses émissions», tempête Lisa Mazzone, présidente des Vert·e·s.

A l'inverse, les opposants tempèrent. «Nous contestons le fait de faire peser sur la seule Confédération l'obligation d'allouer des moyens non coordonnés et expansifs, par l'utilisation de la dette», explique la conseillère nationale PLR Simone de Montmollin. L'utilisation d'un fonds public «est par nature rigide et empêche d'orienter politiquement les mesures, souligne l'élue.

Pour une politique climatique efficace, nous devons tenir compte de l'évolution des scénarios et ajuster les mesures là où c'est nécessaire. Cette méthode est plus juste démocratiquement et convient à la rigueur financière.»

■ La juste mesure des investissements publics

Les finances, justement, sont au cœur du débat. Pour mener la transition climatique, les experts du GIEC tablent sur des investissements compris entre 1,5 et 2% du PIB de la part de chaque Etat. Une proportion plus basse que celle proposée par l'initiative. «Plus nous sortirons tard des énergies fossiles, plus cela coûtera cher de le faire, relève la climatologue Martine Rebetez. Car nous devons payer la transition dans tous les cas, et parce qu'en attendant nous achetons entre 8 et 12 milliards de francs par an de pétrole à l'étranger et payons des compensations.»

Pour Lisa Mazzone, l'initiative doit justement tendre vers des investissements supplémentaires, même si l'atmosphère politique n'y est pas propice. «Ces dernières années, la population a voté pour augmenter les budgets en faveur du climat. Mais

aujourd'hui, on revient en arrière: tout est démantelé.» Elle pointe le plan d'allègement budgétaire 2027 (PAB): «La protection de l'environnement et du climat est pris pour cible avec des coupes massives, c'est idéologique. La version actuelle économise 1,5 milliard de francs dans ce domaine.» Pour autant, le Conseil fédéral et les opposants au contre-projet assurent que 2 milliards sont alloués chaque année à la protection de l'environnement, et que ce montant restera intouché par le PAB.

«Plus nous sortirons tard des énergies fossiles, plus cela coûtera cher de le faire»

MARTINE REBETEZ, CLIMATOLOGUE

La droite rappelle que la Confédération fait face à des défis budgétaires importants. «Il s'agit d'éviter l'augmentation exponentielle des charges contraintes, notamment due aux conséquences du vieillissement de la

population», explique Simone de Montmollin. Compléter l'enveloppe pour le climat imposerait des arbitrages, souligne-t-elle: «Or, on sait que les subventions systématiques peuvent conduire à la déresponsabilisation, voire à l'inefficacité. Injecter trois fois plus d'argent ne signifie pas bénéficier d'une réduction proportionnelle des émissions de gaz à effet de serre.»

■ Les coûts du changement climatique

Un autre chiffre revient dans le débat. Le changement climatique pourrait provoquer des coûts totaux pouvant atteindre 34 milliards de francs, alertent les initiants. Ce chiffre est tiré de la «Stratégie climatique à long terme de la Suisse», dans laquelle le Conseil fédéral estime que les coûts annuels liés au climat pourraient atteindre jusqu'à 4% du produit intérieur brut d'ici à 2050.

Dans la famille des coûts liés au changement climatique, Martine Rebetez distingue deux catégories: «D'une part, le prix de la sortie des énergies fossiles et, d'autre part, les coûts directs et indirects induits par ses conséquences, comme une sécheresse ou une inondation.» La vulnérabilité de

la Suisse face au changement climatique joue un rôle: «Les températures augmentent deux fois plus rapidement ici qu'en moyenne mondiale. Nous avons déjà 3 degrés de plus [par rapport à la moyenne préindustrielle 1871-1900 nldr], et nous atteindrons plus de 6 degrés dans les dix prochaines années.»

Dans un entretien au *Temps*, le conseiller fédéral UDC Albert Rösti a relativisé le chiffre de 4% du PIB, estimant qu'il «n'est plus d'actualité». Réactions de Lisa Mazzone, présidente des Vert·e·s: «Ce scénario vient de l'OFEV. Albert Rösti, en tant que lobbyiste des énergies fossiles n'a pas encore compris l'ampleur du problème.» D'autres études, avec différentes méthodologies, tablent sur des coûts moins élevés, de l'ordre de 1% du PIB.

La PLR Simone de Montmollin se montre nuancée: «Les coûts existeront qu'il y ait ou non un fonds climat. Le changement climatique coûte déjà à la société. Il est de la responsabilité de tous – collectivités, milieux économiques et privés – d'investir et de prendre des mesures efficaces.» Si le sort de l'initiative semble scellé, l'avenir de la politique climatique du pays reste, lui, ouvert. ■



Installation de 7500 mètres carrés de panneaux photovoltaïques sur un toit à Saxon, en Valais. (6 DÉCEMBRE 2011/ JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)